

Entre les hospitaliers et Sarkozy

C'est le divorce !

**L'Hôpital public est mis à la diète.
L'activité des soignants est malmenée.
Pourtant, l'argent existe, en France,
pour faire autrement. Une autre logique
est possible. C'est l'opinion du PCF.**

Un système envié

L'hôpital public à la française est une réalisation qu'on nous a longtemps envié, qu'on nous envie encore un peu partout dans le monde. A juste titre. La qualité des soins, les liens entre Hôpital et université, entre Hôpital et recherche, la mission de service public, le sens de l'égalité, toutes ces caractéristiques ont fait la force de l'Hôpital public. Que l'on soit le plus modeste d'entre les modestes ou Président de la République, l'Hôpital vous prend en charge et vous soigne avec la même compétence, le même dévouement des équipes. C'est une chance. Si l'on compare ce système avec les très inégalitaires méthodes anglo-saxonnes, par exemple, « il n'y a pas photo » comme ont dit.

Mais un système malade

Pourtant l'hôpital public est aujourd'hui bien malade. Malade d'une logique comptable qui n'en finit plus, restrictions après restrictions, de l'asphyxier. Une logique de compétition entre les hôpitaux,

entre les différents services, entre les hommes eux mêmes. C'est, en vérité, le règne du très libéral mot d'ordre : chacun pour sa pomme! Une façon de faire qui est en complète opposition avec l'esprit d'équipe, d'entraide, de solidarité, de complicité humaine aussi qui donne tout son sens au travail à l'hôpital.

Après la pénurie organisée des hommes (diminution drastique des formations) et des lits, la tarification à l'activité (T2A) a mis l'hôpital en quasi état de faillite. Tout cela rend à peu près impossible d'y travailler correctement aujourd'hui.

Le mouvement des médecins urgentistes est une des expressions de ce mécontentement croissant.

Le travail hospitalier saboté

En effet, alors que tout soignant a le sens du travail bien fait, l'austérité imposée à l'Hôpital entrave l'activité de tous. Le temps nécessaire pour l'écoute des malades n'est même pas considéré comme de l'activité.

**Journée d'action
le 24 janvier
Les communistes
soutiennent et
entendent participer
activement à la
journée d'action
des syndicats le
24 janvier prochain
dans la fonction
publique.**

PCF
Parti communiste français



L'installation des « pôles » a contribué à mettre en place de véritables usines à gaz, contraires à l'esprit d'équipe et déshumanisantes pour les malades. Le manque permanent de matériel, la quasi impossibilité de trouver rapidement des lits de soins, les négociations interminables pour obtenir un rendez-vous, tout cela épuise le personnel, use son énergie. Tout cela est source de démotivation, voire de démission. Stress et dépressions sont devenus le lot commun à bien des soignants.

Les 35 heures ? Parlons-en.

Pour Sarkozy, les 35 heures seraient responsables de tous les maux de l'Hôpital public. Non seulement on retrouve là l'obsession des ultra-libéraux bien décidés à faire suer le burnous aux salariés, hostiles par principe à toute avancée sociale (et les 35 heures en est une) mais on vérifie aussi l'ignorance de ce pouvoir sur la réalité de l'Hôpital. En vérité, les 35 heures, avec le système des heures supplémentaires, l'Hôpital ne les a pas connues! Le nouveau Président a construit sa propagande sur le thème, fameux, du travailler plus pour gagner plus. A l'Hôpital, on est payé (façon de parler) pour savoir de quoi il en retourne ! Ici on travaille plus pour gagner moins ! Non seulement l'heure supplémentaire n'est pas payée mais bien souvent le (la) soignant(e), retenu(e) dans son service, doit déboursier pour faire garder les enfants ! Bonjour, le pouvoir d'achat!

On estime que la valorisation de l'ensemble des jours et heures déposés sur les CET représente la somme de 2,3 à 2,4 milliards d'euros. L'ensemble des établissements hospitaliers ont provisionné au plus 324 millions d'euros. Le compte n'y est pas !

De l'argent, il y en a. Mais pas au bon endroit.

Le PCF s'oppose à la cure libérale que le pouvoir impose à l'Hôpital, à cette dérive américaine qui est à l'oeuvre, qui nie les spécificités de l'hôpital et ne permet pas de répondre aux besoins de la population. La France est un pays riche mais où est donc passé l'argent ? Dans la spéculation, la finance, les privilèges. 15 milliards ont ainsi été trouvés sans difficulté l'été dernier par Sarkozy pour le plus grand profit des super-riches. Et en totale perte pour le pays. Or il faut mettre l'argent dans des activités utiles. Dans l'hôpital par exemple. Des moyens nouveaux doivent être trouvés. Le paiement des heures sup et des RTT doit être assuré.

Il faut un arrêt du financement par la tarification à l'activité (T2A) et un moratoire sur les restructurations et définir une organisation efficace du système de santé, pour conserver les moyens de répondre aux besoins de la population.

Il faut lutter contre la pénurie et ouvrir une concertation pour un plan d'urgence sur les formations de soignants (dans toutes les branches, médecins, infirmières, pharmaciens, kinés, orthophonistes, détecticiens, etc).

Il faut que l'Etat soit le propre assureur des Hôpitaux, évitant à ceux-ci de payer de plus en plus chères les assurances en responsabilité civile professionnelle.

Il faut développer des réseaux de soins indispensables au maintien à domicile.

Plus généralement, il faut créer de nouveaux espaces de démocratie à l'Hôpital, des lieux où serait prise en compte l'aspiration de chacun à compter pour un. La démocratie doit devenir le moteur de la réforme du système de santé dont notre pays a besoin.

Il faut revenir aux valeurs fondatrices du service public, et assurer les financements spécifiques pour les missions de service public.